Paris 2024 : les retombées économiques incertaines des Jeux olympiques

Alors qu'aucune étude n'a récemment été publiée sur le sujet, certains professionnels et observateurs s'attendent à d'importantes répercussions là ou d'autres anticipent un impact plus mesuré.

Par Béatrice Madeline Le Monde 12 janvier 2024



Aménagement des berges de la Seine près du village des athlètes, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 19 décembre 2023. CHRISTOPHE CAUDROY POUR « LE MONDE »

Une étude d'impact avait bien été réalisée en 2016, avant l'attribution des Jeux à Paris, par le Centre de droit et d'économie du sport. Elle estimait les retombées économiques dans une très large fourchette, allant de 5,3 milliards à 10,7 milliards d'euros, dont entre un quart et un gros tiers généré par le tourisme. Des chiffres qui doivent être révisés, compte tenu de la crise inflationniste et du contexte international, rappelle Wladimir Andreff, professeur honoraire de sciences économiques à l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.

D'autres études d'impact, plus actualisées, ont été lancées mais pas encore publiées. *« Cela montre la difficulté de l'exercice »*, résume Lionel Grotto, directeur général de Choose Paris Region, l'agence d'attractivité internationale de la région Ile-de-France.

Quelques chiffres permettent de donner des points de repère. La construction des infrastructures olympiques, qui était achevée à 84 % fin décembre 2023, générera in fine plus de 4 milliards d'euros d'investissements. Les dépenses du Comité d'organisation des Jeux de Paris 2024 (Cojop) s'établiront quant à elles à près de 4,4 milliards d'euros, selon les chiffres retenus par la Cour des comptes dans son rapport au Parlement publié en janvier 2023.

« Une part des retombées échappera aux entreprises françaises »

Le Cojop indiquait, fin décembre 2023, avoir déjà passé pour 2,3 milliards d'euros de marchés avec quelque deux mille deux cents prestataires, dont trois quarts de PME ou TPE hexagonales. Ce qui signifie qu'*« une part des retombées échappera in fine aux entreprises françaises, dans des proportions restant à déterminer »*, soulignent les députés Stéphane Peu (Seine-Saint-Denis, PCF) et Stéphane Mazars (Aveyron,

Renaissance), coauteurs d'un rapport publié en juillet 2023, au terme d'une mission d'information sur les retombées des Jeux sur le tissu économique et associatif local.

Selon Sylvain Bersinger, économiste auprès du cabinet Asterès, les dépenses liées aux Jeux bénéficiant aux entreprises françaises devraient *« engendrer la création de cent neuf mille emplois, ainsi que quelque 9,3 milliards d'euros de valeur ajoutée »*. Des retombées significatives, certes, mais qui s'égrènent sur plusieurs années, puisque les chantiers de construction ont démarré bien en amont des Jeux.

Pour les entreprises concernées, ces contrats ne viennent pas forcément toujours en surcroît de l'activité hors Jeux – faute de disposer d'équipes extensibles à l'envi –, comme l'explique Stéphane Luzurier, directeur général de l'entreprise de Menuiserie de la bonne dame Bonnardel, qui a décroché plusieurs marchés. *« L'impact en chiffre d'affaires n'est pas si majeur : cela nous a surtout permis d'assurer la continuité de l'activité depuis 2021 »*, explique-t-il. De plus, *« le retard pris sur certains chantiers a impacté négativement le chiffre d'affaires en 2023, mais cela devrait être rattrapé en 2024 »*.

Effet d'éviction

Si Paris 2024 indique s'attendre à voir déferler plus de quinze millions de spectateurs sur les sites olympiques, le secteur touristique souffre d'un certain nombre d'inconnues. La principale est livrée abruptement par Augustin Louit, vice-président du groupe Atalante, qui gère cinq hôtels en Ile-de-France : *« On pense que les Jeux vont faire fuir les touristes habituels »*, dit-il. Mais personne ne sait chiffrer, pour le moment, cet effet d'éviction.

« En 2012, lors des Jeux olympiques de Londres, il n'y a pas eu de désertion, mais pas d'effet "waouh" non plus sur la fréquentation touristique », rappelle Vincent Biausque, adjoint en charge des JO à la direction de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) d'Ile-de-France. Ladite direction régionale de l'Insee préfère d'ailleurs attendre la fin de l'événement pour en chiffrer l'impact sur la première région économique française.

Daniel Weizmann, nommé le 19 décembre 2023 chef de file du Medef Ile-de-France pour Paris 2024, se montre plus assuré : *« Pendant les Jeux, on attend trois à quatre millions de visiteurs supplémentaires par rapport à un été normal, qui dépenseront chacun environ 3 000 euros pour leur séjour. Et encore, cela ne prend pas en compte le doublement du prix des chambres. »* Soit, selon lui, environ un milliard d'euros de chiffre d'affaires supplémentaire pour les établissements de la région.

A quoi il faut ajouter les sommes que vont empocher les propriétaires parisiens qui mettront leur logement en location saisonnière : un rapport du cabinet Deloitte pour le compte d'Airbnb, publié en avril 2023, estime le magot à 257 millions d'euros, soit 2 000 euros en moyenne par logement loué. *« Cela se poursuivra après les Jeux,* veut croire M. Weizmann, *puisqu'on estime qu'entre un million et demi et deux millions de personnes voudront venir à Paris après avoir vu les images de la capitale lors des retransmissions. »*

Casse-tête du transport

Quels que soient les chiffrages, la perspective emballe les uns, inquiète les autres. Dans certains secteurs, comme la logistique, l'événement représente une opportunité rare. *« Pour pouvoir accueillir quinze millions de visiteurs, approvisionner les hôtels, les restaurants, les sites, il va falloir doubler le nombre de livraisons entre le 1er juillet et le 15 septembre »*, anticipe le directeur général France de XPO Logistics, Bruno Kloeckner.

L'entreprise a fait plancher une dizaine d'ingénieurs pour s'adapter à cette forte demande. *« On a commandé des véhicules électriques, au besoin on effectuera des livraisons à vélo »*, précise M. Kloeckner. XPO Logistics prévoit également d'élargir ses capacités d'entreposage d'appoint en périphérie parisienne si les mètres cubes venaient à manquer pour entasser les packs de bière ou les stocks alimentaires.

Le casse-tête du transport et du stationnement dans un Paris qui sera corseté par les périmètres de sécurité et les restrictions de circulation fait aussi le bonheur de quelques acteurs innovants. Charles Pfister, cofondateur de Yespark, une start-up qui loue des places de parkings dans des résidences privées ou chez les bailleurs sociaux via une plate-forme, estime que *« les JO vont rebattre les cartes »* de ce marché d'habitude très contraint. *« De nombreux sites à Paris seront sécurisés et leurs parkings vidés »*, rappelle-t-il, alors qu'il est *« très sollicité par les délégations olympiques pour s'assurer de disposer des places de stationnement »*.

Des inquiétudes à aplanir

« Les JO sont un enjeu de visibilité et d'acquisition de clients », résume Aymard de Ravignan, le patron d'une autre start-up, Turtle, qui compte profiter des JO pour lancer ses vélos taxis dans la capitale, quand Air Liquide va déployer un millier de taxis à hydrogène. Jérôme Descamps, président de Selectirente, une foncière qui loue des murs de boutiques ou de locaux commerciaux, se frotte lui aussi les mains : les touristes, entre deux épreuves, ne manqueront pas de faire un tour dans les boutiques de luxe, d'aller acheter maillots et casquettes dans les navires amiraux des grandes marques de sportswear, ou de goûter aux joies de la gastronomie dans les commerces de bouche. *« Les touristes raffolent des boulangeries françaises »*, assure M. Descamps.

Encore faut-il qu'elles restent ouvertes. Selon un sondage réalisé par le Medef Paris en novembre 2023, 45 % des chefs d'entreprise de la capitale se disent inquiets, autant pour la continuité de leur activité que pour les déplacements de leurs salariés pendant la période. A en croire Marcel Bénézet, élu à la chambre de commerce et d'industrie d'Ile-de-France et président de la branche cafés-bars-brasseries, *« beaucoup de restaurateurs et de commerçants veulent fermer pendant la période des Jeux »*, de crainte d'être perdants.

« Nous sommes en train de travailler sur toutes ces questions de circulation, de livraisons, de sécurité », répond M. Weizmann, assurant que les différents acteurs de l'événement (Cojop, préfecture, etc.) *« écoutent »* avec attention les inquiétudes pour les aplanir.

Une fois les compétitions terminées, les médailles raccrochées et les spectateurs retournés à leur quotidien, tout cela va-t-il se ressentir sur la croissance de l'économie nationale ? M. Bersinger a décortiqué les trajectoires des pays qui ont successivement accueilli les Jeux, depuis 1988. Conclusion : *« L'événement n'a pas d'influence notable sur la croissance des pays hôtes, ni l'année précédente, du fait des dépenses de construction, ni les années suivantes, du fait de l'amélioration de l'image du pays qui entraînerait une attractivité accrue. »*

Au temps pour ceux qui rêvent d'un effet Coupe du monde, à l'image de 1998, qui pousserait des Français euphoriques à lâcher les cordons de la bourse, dynamisant au passage de larges pans de l'économie. Mais l'enjeu est peut-être ailleurs, comme le soulignait Daniel Karyotis, directeur général de la Banque populaire Auvergne-Rhône-Alpes, lors des Journées de l'économie de Lyon, en novembre 2023 : « *Est-ce que l'on peut quantifier la fierté nationale, la cohésion nationale ? Ces événements, on ne les accueille pas pour l'économie. »*

Les JO 2024 n'auront qu'un impact ponctuel sur la consommation

A Londres, en 2012, les produits de grande consommation, alimentaires ou non alimentaires, ont connu un pic de ventes pendant l'été dans tous les circuits de distribution, supérettes comme grandes surfaces. Faut-il en conclure que les Jeux olympiques sont propices aux achats de produits de snacking, de sodas et de bières ?

Attention à ne pas se tromper de diagnostic, alerte Emily Mayer, directrice « Business Insights » chez Circana, groupe spécialisé dans les études pour le secteur de la distribution. *« Il est compliqué de démêler l'effet JO de l'effet météo*, explique l'experte. *En effet, il a fait exceptionnellement beau cet été-là à Londres, et les produits alimentaires sont très sensibles au temps qu'il fait. »*

Bières, sodas et glaces se vendent mieux quand les températures montent. Cela peut expliquer, davantage que les épreuves olympiques, pourquoi d'autres produits, comme les insecticides ou les pansements, ont également vu leurs ventes s'envoler cet été-là.

Pour M^me^ Mayer, il convient donc de modérer les enthousiasmes. Les JO vont certes donner un coup d'accélérateur à la consommation, mais *« de manière limitée dans le temps, et surtout visible à Paris »*. *« L'impact n'est pas de nature à bouleverser le profil de la consommation en 2024 »*, insiste-t-elle.

L'emplacement, clé du succès

Les gagnants seront les magasins situés près des sites olympiques, qui devraient écouler bien plus de boissons ou de snacks qu'à l'ordinaire. Lors de la Coupe du monde de rugby 2023, les ventes de bière et de sodas ont augmenté de 1,8 %, celles de produits apéritifs de 1,6 %. *« Ce n'est pas énorme, mais la France a été éliminée avant les quarts de finale »*, détaille M^me^ Mayer. Ce qui permet de souligner que, tout autant que la météo, *« les performances des athlètes français sont déterminantes sur l'impact sur la consommation »*.

Les ventes devraient aussi progresser pour les commerces *« situés dans les zones à forte densité d'hébergement touristique »* – au pied des hôtels ou dans les quartiers truffés de locations saisonnières. La clientèle devrait se ruer sur les produits du petit déjeuner, voire du goûter, et les produits d'hygiène.

Les restaurateurs, eux, peuvent se frotter les mains. *« Les gens vont consommer hors de chez eux,* prévoit François Blouin, président de Food Service Vision, une société d'études spécialisée sur le secteur de la restauration. *Les Jeux représentent environ 13 millions de repas et 23 000 emplois dans la restauration. »*

Mais, là encore, comme en immobilier, la clé du succès sera l'emplacement. *« Il y aura certainement un effet négatif sur certaines zones de chalandise »*, admet M. Blouin. Selon lui, toutefois, pour toute la filière, *« le mot-clé est "incertitude" »* : compte tenu des contraintes à la circulation, *« la vraie question sera de parvenir à se faire livrer en temps et en heure »*, prévient-il.